

Burundi : entretien entre le président Nkurunziza et le chef de la rébellion

@rib News, 18/08/2008 - Source AFP Le président burundais Pierre Nkurunziza et le leader des rebelles des Forces nationales de libération (FNL) Agathon Rwaswa se sont entretenus lundi à Bujumbura pour la première fois depuis un an, a-t-on appris de sources rebelle et officielle. Ces discussions ont eu lieu en présence du médiateur dans le conflit burundais, le ministre sud-africain de la Sécurité Charles N'qakula, qui reviendra au Burundi dans deux semaines.

"M. Rwaswa a rencontré le président Pierre Nkurunziza en présence du médiateur Charles N'qakula", a annoncé le porte-parole rebelle, Pasteur Habimana. "Ils ont décidé de se retrouver deux fois par semaine, le mardi et le jeudi, de mettre sur pied une commission qui va se réunir chaque fois qu'il y aura un problème et de se revoir à partir de demain (mardi) pour étudier toutes les questions en suspens", a-t-il ajouté. Les discussions se sont déroulées alors que l'Union africaine (UA) a exhorté la semaine dernière les deux parties à mettre fin aux "atermolements" qui retardent l'application de l'accord de cessez-le-feu du 7 septembre 2006 en dépit du retour en mai dernier à Bujumbura du chef des FNL. Le porte-parole de la présidence, Léonidas Hatungimana, a confirmé la rencontre, sans donner plus de précisions. "Le président estime que le moment n'est pas encore venu pour elle de s'exprimer sur le contenu des discussions", a-t-il déclaré. La presse s'est vue interdire l'accès au palais présidentiel où se déroulait la rencontre. La dernière rencontre officielle entre MM. Nkurunziza et Rwaswa avait eu lieu à Dar es-Salaam (Tanzanie) le 17 juin 2007, sans toutefois.

"Aucun sujet de fond n'a été abordé jusqu'ici (...) Nous pensons que les deux personnalités vont se pencher sur tous ces points dès demain", a expliqué M. Habimana. Les FNL ont exigé vendredi un partage du pouvoir "moitié-moitié" au gouvernement, dans l'armée et dans toutes les institutions avec le pouvoir Nkurunziza pour rendre applicable l'accord de cessez-le-feu signé en 2006. La mise en application de cet accord bute jusqu'à présent sur la question du partage du pouvoir politique et militaire, le gouvernement refusant catégoriquement de négocier ces questions.